



*Le Secrétaire général*

Commission de Régulation de l'Energie  
Monsieur Philippe DE LADoucETTE  
Président  
15, rue Pasquier  
75379 PARIS Cedex 8

Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 2016

**Objet : Réponse à la consultation publique du 27 juillet 2016 relative au prochain tarif d'utilisation du réseau de transport de GRTgaz.**

Monsieur le Président,

L'encadrement des entreprises du secteur énergétique français est depuis plusieurs années un acteur central de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France, il est donc extrêmement attentif à toutes les évolutions du secteur énergétique et en particulier aux conditions de régulation qui s'y appliquent.

La dernière consultation publique lancée par la Commission de Régulation de l'Energie sur le cadre de régulation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de GRTgaz a retenu toute l'attention de la CFE-CGC Energies. Première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Electriques et Gazières et surtout deuxième organisation syndicale de GRTgaz avec 37 % de représentativité aux dernières élections fin 2013, la CFE-CGC Energies considère que cette consultation lui donne l'opportunité de préciser ses positions sur l'avenir des services publics de transport de gaz.

En préambule, la CFE-CGC Energies souhaite réaffirmer la place incontournable du gaz et de ses infrastructures gazières dans le mix énergétique français en pleine transition. Vu de notre organisation syndicale, le gaz est à la fois :

- 1- Une vraie énergie de transition et du futur contribuant également à la lutte contre le réchauffement climatique. Moins carboné que d'autres énergies, le gaz est particulièrement bien adapté en soutien à des énergies comme l'électricité et la biomasse, y compris les nouvelles énergies intermittentes (solaire, éolien). Son bilan est même totalement décarboné dans le cas du biogaz, du power to gas ou de l'injection d'hydrogène.

.../...

**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS!**

**CFE-CGC ÉNERGIES**

59 rue du Rocher

75008 PARIS

[www.cfe-energies.com](http://www.cfe-energies.com)

[contact@cfe-energies.com](mailto:contact@cfe-energies.com)

- 2- Un réel vecteur d'activités économiques intégrées. Les infrastructures françaises sont à la fois utiles, acceptables et acceptées par leur environnement, connectées aux besoins des parties prenantes modernes. Depuis plusieurs années, les gestionnaires d'infrastructures ont déjà engagé des démarches plus éthiques et environnementales, conformes aux attentes des salariés, des clients et des citoyens que ce soit par leur maîtrise de l'existant, par l'intégration des projets en cours ou dans les phases de démantèlement des installations obsolètes.
- 3- Un formidable outil industriel technologique et numérique. Nos interconnexions coordonnées, nos services performants et de nouveaux projets rendent l'énergie gazière à la fois facile d'accès et très flexible (GNL carburant, stations GNC, etc.). Ils renforcent le rôle de la place de marché France en Europe, ce qui permettra d'optimiser leur utilisation et de pérenniser l'utilité des réseaux de transport de gaz tout en concourant à une meilleure sécurité d'approvisionnement.

Résolument tournés vers l'avenir, nous souhaitons conserver un ancrage territorial fort et des activités techniques et commerciales de qualité et de proximité en lien avec les attentes et les nouveaux besoins de tous nos clients particuliers, industriels et institutionnels.

L'un de nos points de vigilance est également de nous assurer que tous nos clients participent équitablement à maintenir nos installations en sécurité pour ne pas faire payer uniquement les clients finaux français en favorisant les expéditeurs, les traders ou les autres pays européens... En effet, un nombre de plus en plus restreint de clients paie in fine pour maintenir des installations gazières (terminaux, stockages, réseaux) en exploitation, permettant aux clients spots, de plus en plus nombreux, de bénéficier de l'accès aux infrastructures sans en supporter vraiment les coûts fixes ! Il ne faudrait pas que sous couvert de fluidité des interfaces et d'attrait de la place de marché France, ce soient les clients finaux (industriels et surtout particuliers) qui paient les factures imposées par les nouveaux tarifs. Les vrais enjeux consistent à faire payer aux clients le service rendu et surtout de s'assurer que le consommateur français ne paie pas in fine pour les autres clients européens, que la concurrence GNL espagnole ou les stockages européens ne génèrent pas des surcoûts nouveaux en France sans réel service. Nous militons pour que les opérateurs d'infrastructures gaz français (réseaux, stockages, terminaux) ne se concurrencent pas et que les pouvoirs publics favorisent, via les tarifs et la fiscalité, les projets innovants gaz utiles à la transition énergétique française.

Pour la CFE-CGC Energies, relever ces défis à GRTgaz suppose de continuer à investir pour préserver et assurer la qualité, la fiabilité, la sécurité, la performance et la disponibilité des outils industriels que sont les réseaux de transport de gaz. Investir également pour innover et préparer les technologies de demain, préserver le tissu industriel et soutenir nos filières industrielles nationales spécifiques, enfin réussir l'immense gageure d'assurer la transmission des savoirs gaziers tout en renouvelant les compétences clés.

**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS !**





Avoir les moyens réels de relever tous ces défis, c'est aussi choisir d'investir positivement et efficacement au service de l'avenir pour maintenir les usages du gaz au service de l'industrie et de tous nos clients français en évitant les effets pervers qui induiraient in fine de choisir des investissements faciles peu coûteux au détriment de vrais besoins utiles mais plus onéreux à court terme.

Dans un contexte où la faible croissance de la demande comme les objectifs en matière d'efficacité énergétique ne déclenchent plus d'investissements de fluidification comme lors des derniers tarifs, la CFE-CGC Energies revendique avec force un cadre de régulation tarifaire transport qui permette réellement aux gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel de rémunérer leurs investissements et de couvrir leurs charges réelles d'exploitation pour réussir à relever les défis industriels du pays. En clair, la hausse de l'ATRT6 nous apparaît à la fois inévitable et indispensable tout comme la régulation incitative doit proscrire toute logique punitive afin de privilégier la réussite des enjeux et défis qui nous attendent.

Pour la CFE-CGC Energies, les réseaux de transport de gaz sont des infrastructures énergétiques essentielles, à caractère éminemment industriel et au cœur d'une mutation qui engage la France comme l'Europe pour les prochaines décennies. Elle revendique donc par conséquent une trajectoire d'investissements qui s'inscrive dans une vision industrielle de long terme et un cadre de régulation tarifaire qui lui soit cohérent.

Au-delà de ces principes généraux que la CFE-CGC Energies a tenu à rappeler en préambule, la consultation publique que vos services ont lancé le 27 juillet dernier appelle de notre part les remarques suivantes.

### Réponses aux questions de la consultation

Questions n°4 et 5 : Etes-vous favorable au renforcement du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts des grands projets tel qu'envisagé par la CRE ? Etes-vous favorable aux seuils et niveaux proposés par la CRE ? Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par les GRT ?

Les mécanismes d'incitation à la maîtrise des coûts sont par principe intéressants dans le fonctionnement régulateur actuel puisqu'ils permettent de partager les gains réalisés par les opérateurs de transport avec les utilisateurs du réseau, à la condition bien sûr qu'il reste quelque chose à partager ! A force de renforcer les mécanismes d'incitation, ce seront peut-être uniquement des charges supplémentaires qu'il faudra partager ?

Question n°14 : Que pensez-vous du projet GRTgaz 2020 ?

Vu de la CFE-CGC Energies, le projet GRTgaz 2020 recoupe à la fois des projets incontournables tels que l'engagement et l'exemplarité en matière de transition énergétique et des projets obligatoires tels que l'indépendance en terme de R&D et l'adaptation aux technologies numériques. Il n'est donc pas envisageable, ni souhaitable pour l'avenir du marché du gaz et pour les salariés engagés de l'entreprise, de ne pas avoir les moyens humains, techniques et financiers de répondre à ces quatre impératifs. Nous pensons que le prochain tarif doit couvrir ces besoins supplémentaires irrésistibles.

.../...

**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS!**



A ce titre, même si nous regrettons fortement l'orientation prise par la CRE conduisant à démanteler à terme le CRIGEN, l'imposition faite à GRTgaz de réintégrer ses ressources R&D œuvrant aux projets de transport doit être transformée via le tarif ATRT6 en atout indéniable d'intégrer de nouveaux effectifs efficaces, à leur juste nombre et valeur correspondant aux futurs besoins de GRTgaz, afin de pérenniser le niveau de ressources suffisant de ses ambitions futures.

Question n°15 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme d'incitation à l'efficience sur les charges nettes d'exploitation des GRT ?

Vu de la CFE-CGC Energies, l'écart de charges nettes d'exploitation observé sur le précédent tarif est majoritairement lié aux investissements prévus et validés par la CRE mais finalement non décidés par le marché. Ces projets non décidés ont nécessité la mobilisation des ressources pour mener à bien les études nécessaires à l'instruction des dossiers, abandonnés ensuite. Les opérateurs se sont ensuite mobilisés pour réduire ces charges et ont donc déjà réalisé des gains de productivité.

.../...

Les opérateurs de réseaux de transport ne peuvent donc être 100% pénalisés pour ces écarts passés résultant de décisions qu'ils ne maîtrisent pas et leurs OPEX à venir doivent continuer à être couverts à 100% telle que le prévoit la Loi.

Au-delà des charges nettes d'exploitation, ce sont clairement les salariés de GRTgaz qui sont visés par cet arbitrage non justifié de la CRE et la CFE-CGC Energies ne peut être que défavorable à ce dispositif tel qu'il est présenté.

L'écart en gains de productivité n'est pas duplicable à l'infini sans risquer l'avenir et l'efficience supplémentaire demandée par exemple sur l'adaptation des ressources de la Direction de l'ingénierie apparaît fortement discutable quand on sait que la réduction des effectifs d'ingénierie de GRTgaz avait débuté deux années avant le niveau de référence actuel retenu par la CRE. Toutefois, la CFE-CGC Energies juge inacceptable toute situation de déficience en ressources d'ingénierie de GRTgaz et ce, au regard des enjeux de modernisation et de maintenance du réseau de transport.

Question n°18 : Que pensez-vous des trajectoires d'investissements présentées par les GRT et de l'analyse préliminaire de la CRE ?

La CFE-CGC Energies souhaite alerter le régulateur sur l'effet caché possible de cette diminution massive des investissements, et de leur rémunération, en cas de non satisfaction des attentes des deux actionnaires, dont la Caisse des Dépôts. Une trop grande et rapide diminution sur les attendus des deux actionnaires risquerait en effet d'avoir un possible effet couperet immédiat sur les niveaux d'investissements en maintenance ainsi que sur les dépenses d'exploitation avec un effet sur les effectifs, le maintien des compétences et leur renouvellement.

.../...



**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS!**



Question n°19 : Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les charges d'énergie ?

La CFE-CGC Energies s'interroge sur la réalité des ajustements proposés, est-ce réellement maîtrisable et réaliste pour GRTgaz ? Selon nous, certains arguments avancés par l'auditeur sortent de son périmètre de compétence, tandis que d'autres conduisent à privilégier fortement le court terme au détriment du long terme.

Question n°20 : Que pensez-vous des fourchettes des charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

La CFE-CGC Energies considère que les investissements décidés par le passé et validés par le régulateur induisent inévitablement des charges nettes d'exploitation supplémentaires qu'il serait aujourd'hui malhonnête, voire risqué pour un opérateur de transport, de ne pas couvrir intégralement. Si l'on ajoute à ce constat le fait que le réseau régional (qui lui n'a ni été renouvelé ni doublé car n'ayant jamais bénéficié de bonification incitative) est vieillissant, les OPEX nettes d'exploitation de GRTgaz ne peuvent ainsi être "arbitrées" à la baisse sur la seule foi d'un audit ou de trajectoires passées. Chaque décision prise hier induit forcément des conséquences futures et sur ce sujet la CFE-CGC Energies ne souscrit pas aux ajustements proposés et retenus par le régulateur.

Question n°31 et 35 : Etes-vous favorable à l'instauration d'un NTR maximal sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ? Etes-vous favorable à une limitation à 8 du NTR sur les réseaux de transport régionaux de GRTgaz et de TIGF ? Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les conditions de mise en œuvre d'une remise développement plafonnée à 50 % ?

La CFE-CGC Energies est favorable à l'instauration d'un NTR maximum ainsi qu'à la proposition de remise développement car ces mesures d'avenir pérennisent l'utilisation des réseaux de transport et de distribution du gaz tout en participant de manière concrète au développement des usages du gaz.

Question n°32 : avez-vous des remarques concernant les mécanismes d'interruptibilité du tarif ATRT6 ?

La CFE-CGC Energies est favorable à l'instauration de ces mécanismes dont le principe est d'éviter des investissements quasi-inutiles, ce qui est conforme à nos valeurs.

#### **En synthèse, concernant les charges d'exploitation :**

La CFE-CGC Energies considère que l'innovation, l'augmentation de l'activité de GRTgaz, la qualité de service au marché et la satisfaction de ses clients ont un coût et que la force de l'incitation régulatoire réside dans la cohérence entre les objectifs fixés et les moyens alloués.

La CFE-CGC Energies considère que la régulation forfaitaire incitative sur les charges d'exploitation n'a de sens que si elle est justifiée, compréhensible, reste proportionnée et repose sur des objectifs précis et atteignables, en cohérence avec les moyens donnés aux transporteurs par les ressources tarifaires. A défaut, elle conduirait à des exigences excessives de productivité qui ne peuvent que conduire à une réduction des moyens, à des suppressions d'emplois et à une dégradation inévitable de la qualité de service aux clients. Une pression disproportionnée et excessive ne va pas dans le sens de l'efficacité des services publics de transport. Elle pourrait également conduire à revoir certains actes de maintenance et conduire à un espacement de ceux-ci mettant en cause à terme la pérennité et la sécurité des installations. En ce sens, le régulateur ne peut se dessaisir de ce sujet en le laissant à la seule charge des opérateurs de transport.

Notre analyse du projet actuel de décision tarifaire indique une pression régulatoire que nous jugeons excessive puisque les charges d'exploitation de GRTgaz ne seraient que partiellement couvertes.

1. Le niveau des dépenses constatées sur 2013-2015 et le niveau d'efficacité réalisé par GRTgaz lors de l'ATRT5 ne peuvent servir de seul point de référence pour la construction de la trajectoire des charges d'exploitation de l'ATRT6. En effet, les efforts de productivité importants déjà consentis ne sont pas reproductibles, ni duplicables à l'infini sous peine d'obérer l'avenir.
2. Les augmentations de charges induites prévisionnelles pour 2016-2018 ne sont pas prises en compte malgré les nouveaux postes de dépenses supportés par le transporteur (nouveaux services et investissements, obligations d'indépendance du Code de l'Energie, obligations statutaires IEG, taxes gouvernementales). Nous nous étonnons que le point de départ du nouvel exercice tarifaire ne soit pas le point de sortie de l'exercice précédent augmenté des nouvelles obligations. Il résulte de choix et d'orientations stratégiques validés par le régulateur sans justification réelle. Pour la CFE-CGC Energies, toute élévation du niveau d'exigence doit conduire à donner davantage de moyens aux gestionnaires de réseau de transport, tout en intégrant les facteurs externes non imputables aux gestionnaires. Les charges d'exploitation avancées par GRTgaz d'ici 2020 y répondraient strictement.
3. Les charges semblent réduites de près de 85 M€ par rapport à la demande de GRTgaz sans en indiquer les postes d'économies réellement maîtrisables. Nous nous étonnons d'une telle décision pour un opérateur dont l'efficacité passée est pourtant reconnue. Nous craignons que la seule variable d'ajustement restante soit celle citée par le régulateur comme « efficacité des opérateurs et productivité » qui serait alors imputable directement à la masse salariale donc aux effectifs de GRTgaz. La CFE-CGC Energies ne peut cautionner un tel choix qui risquerait de faire supporter l'unique aspect de modération du prochain tarif aux seuls salarié(e)s.
4. L'avenir du gaz et de son transport passe inéluctablement par le respect de l'environnement et du suivi des objectifs de la Loi de Transition Energetique. Sans la contribution des opérateurs de transport, certains de ces objectifs ne pourront être atteints. Certes, cela engendre un coût mais ces dépenses seront profitables à l'ensemble de la société française à long terme.

.../...



**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS!**



5. Les trajectoires de charges retenues pour les années suivantes réduites de 60 voire 92 M€ (soit un cumul de -340 M€) accentuent encore cette pression à un niveau que nous jugeons disproportionné. Selon notre analyse, elles pourraient conduire à faire porter l'efficiencia forfaitaire résiduelle (hors charges énergies et contrats) sur les effectifs avec une variante allant de -20 à -31 M€ annuels, soit une diminution minimum d'activité d'environ 255 salarié(e)s pour GRTgaz (équivalent à environ 8 % des effectifs que compte actuellement GRTgaz) sans compter les inévitables conséquences en terme d'espacement et de maîtrise des actes de maintenance. La maîtrise du prix unitaire de transport ne peut tout justifier.

En tout état de cause, si la CFE-CGC Energies ne remet pas en question le principe d'une régulation incitative juste et raisonnable sur les charges d'exploitation, le renforcement de celle-ci à hauteur des montants forfaitaires envisagés n'apparaît être ni proportionné, ni atteignable et peu respectueux de la réalité du fait d'un réseau de transport régional vieillissant.

### **En synthèse, concernant l'incitation à investir des deux actionnaires.**

La première conviction de l'encadrement est que pour maintenir des infrastructures de transport efficaces et attractives aux usages du gaz au service de l'industrie et des clients français, les opérateurs de réseaux de transport gaziers français et tous leurs salariés ne doivent pas aborder la prochaine période tarifaire de manière anxiogène.

En effet, la transformation de GRTgaz, implémentée lors des précédents tarifs, a nécessité de nombreux efforts de modernisation et de développement de ses installations, investissements qu'il est absolument nécessaire aujourd'hui de couvrir et de continuer de rémunérer à leur juste valeur dans le prochain tarif ATRT6.

Si le signal envoyé par le prochain tarif ATRT6 coupe cet élan, nous craignons que le niveau de performance, de sûreté et de disponibilité des installations mises à dispositions des clients ne soit revu à la baisse. Le marché français ne peut bénéficier de tous les nouveaux investissements précédemment décidés lors des deux précédents tarifs sans vouloir aujourd'hui couvrir le coût de leur exploitation, leur maintenance préventive, ni vouloir les rémunérer à leur juste valeur.

Notre analyse du projet actuel de décision tarifaire montre que le régulateur et le marché enverraient un contre-signal négatif aux transporteurs en diminuant trop brutalement la rémunération des investissements consentis, surtout sachant que les réseaux de transport continuent de vieillir et nécessitent des investissements de sécurité et de maintenance récurrents. Par ailleurs, à l'heure où il est question de construire l'Europe de l'Energie, la CFE-CGC Energies estime que les investissements doivent être encouragés moyennant une rémunération adaptée et incitative sans compromettre la situation financière des transporteurs.

.../...

Nous craignons, en période de ralentissement économique, les conséquences d'une telle position sur les plans d'investissements de sécurité et de maintenance du transporteur GRTgaz et anticipons un possible ralentissement, voire un décalage de certains investissements pourtant indispensables aux objectifs cités ci-dessus.

Une autre conséquence de ce contre-signal tarifaire concerne l'impact sur les emplois français directs ou indirects liés à ces investissements. Pour GRTgaz, nous considérons qu'entre les commandes d'études, matériels ou travaux et les retombées locales, ce sont environ 500 millions d'euros qui pourraient être affectés d'ici la prochaine période tarifaire et ne pas revenir au tissu économique national.

Sans donner à l'opérateur de transport GRTgaz les moyens de l'ambition affichée par le régulateur, le risque est fort selon la CFE-CGC Energies que les objectifs de services, de disponibilité et de fiabilité ne soient pas maintenus, avec des conséquences qui toucheront l'ensemble des acteurs du transport de gaz.

Sur l'aspect incitation à l'investissement, la CFE-CGC Energies et l'encadrement considèrent donc que nous devons collectivement tout mettre en œuvre pour corriger et ajuster ce contre-signal, afin de donner les moyens de ses ambitions au transporteur GRTgaz, notamment sur les quatre nouveaux projets GRTgaz 2020.

### **En synthèse, concernant la recherche et l'innovation.**

Considérant que l'effort de recherche, d'innovation et de promotion des usages du gaz doit être renforcé dans les prochaines années pour mieux accompagner la transition énergétique, pour relever les défis industriels et technologiques auxquels les réseaux de transport seront confrontés d'ici 10 ans, la CFE-CGC Energies est favorable à l'exclusion des dépenses de R&D du périmètre des charges maîtrisables de GRTgaz pour un traitement à part. Elle considère que la réintégration des effectifs R&D justes et suffisants, correspondant aux besoins de GRTgaz, ne doit pas se faire au détriment des activités et des salariés historiques de GRTgaz.

Par ailleurs, les travaux de R&D doivent s'apprécier dans la durée et ne pas faire l'objet d'incitations strictement financières et court-termistes comme pourrait l'être l'éventuelle restitution des sommes allouées non utilisées. A ce titre, la CFE-CGC Energies est favorable à la prise en compte et à la couverture intégrale de ces nouvelles charges d'exploitation dans la prochaine trajectoire tarifaire, une fois le juste niveau de réintégration analysé et décidé par la CRE.

### **Notre Vision pour l'avenir.**

Pour la CFE-CGC Energies, ce qui importe à travers ce nouveau tarif c'est avant tout l'avenir de l'entreprise et de ses salariés, via la pérennité d'outils industriels utiles, performants, sûrs et disponibles au service de tous ses clients. Cette ambition passe d'abord par le maintien des compétences clés donc des personnels formés et motivés capables d'entretenir et d'exploiter les réseaux existants pendant de nombreuses années.

.../...

**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS!**





Si le prochain tarif ne permet pas de garantir un avenir performant, solide et serein, une pression excessive rejaillira inévitablement sur les salariés via une pression insurmontable sur les coûts, la suppression de postes et le décalage dans le temps d'investissements.

La CFE-CGC Energies attire l'attention du régulateur : à vouloir imposer trop d'économies trop vite sur les charges d'exploitation à ne pas déclencher des effets pervers futurs en maintenance (dépenses importantes reportées plus tard donc plus chères, actions peu coûteuses faciles réalisées aujourd'hui sans privilégier les plus utiles, plus onéreuses, etc.).

La CFE-CGC Energies considère que la régulation envisagée pour l'ATRT6 n'a de sens que si elle est compréhensible, reste proportionnée concernant les charges d'exploitation et repose sur des objectifs atteignables et cohérents avec les moyens donnés par les ressources tarifaires. A défaut, elle conduirait à des exigences excessives de productivité qui ne peuvent que conduire à plus ou moins long terme à des effets collatéraux néfastes sur l'emploi (direct chez GRTgaz et indirect chez ses sous-traitants ou fournisseurs français) avec une réelle dégradation des conditions de travail et de vrais risques sur la qualité de service et la sûreté des installations.

La CFE-CGC Energies sollicite donc expressément le régulateur afin d'ajuster à la hausse le niveau des charges d'exploitation de GRTgaz couvertes par le prochain tarif.

Notre analyse est qu'un juste équilibre doit pouvoir être trouvé entre l'opérateur GRTgaz et le régulateur sur ce sujet, y compris en couvrant pleinement et à leurs justes valeurs les futurs impacts liés à la ré-intégration des personnels R&D du CRIGEN (imposée par le régulateur) ainsi que l'impact des stockages français s'ils devaient être régulés.

Je vous remercie pour l'attention que vous pourrez porter aux analyses de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français.

Dans l'attente de vous rencontrer dès fin septembre pour compléter nos propos, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

William VIRY-ALLEMOZ